



L' Institut Républicain International

1225 Eye St. NW, Suite 700
Washington, DC 20005
(202) 408-9450
(202) 408-9462 fax
www.iri.org | @IRIGlobal

Pour Diffusion Immédiate
27 Octobre 2014

Les Elections Tunisiennes marquent une étape démocratique importante, il reste beaucoup de travail à faire

Tunis, Tunisie – les citoyens tunisiens en Tunisie et à l'étranger se sont fortement exprimés en faveur de la démocratie le 26 Octobre, pour élire le premier parlement post-révolution du pays. Une délégation internationale de l'[International Republican Institute](#) (IRI) a déclaré que le processus était « crédible, transparent et a permis une concurrence politique réelle entre les parties prenantes politiques »

Les citoyens tunisiens ont de quoi être fiers par les importantes avancées que le pays a fait depuis la révolution de 2011. Les élections du 26 Octobre représentent une étape clé dans la consolidation des institutions et pratiques démocratiques du pays. Près de 60 pourcent des 5,2 millions d'électeurs inscrits ont voté dans les élections parlementaires du 26 Octobre, ce que le président de la délégation Mr Andrew S. Natsios a appelé « un pas en avant pour la Tunisie sur le difficile chemin vers la démocratie ».

Mr Natsios, qui a été administrateur de l'[U.S. Agency for International Development](#) de 2001 à 2006, a déclaré qu'il était impressionné par la capacité des tunisiens de tenir de telles élections pendant un moment difficile pour le pays. « Non seulement la Tunisie fait face à des menaces de violences de la part d'extrémistes qui voudraient empêcher la démocratie de s'établir dans un nouveau fief dans la région, mais le pays doit aussi gérer les défis logistiques d'avoir à organiser ces élections tout en préparant les élections présidentielles qui ne sont qu'à quelques semaines ».

Malgré ces défis, IRI a déclaré que les élections du 26 Octobre mettent la Tunisie sur un cap stratégique pour consolider ses nouvelles institutions démocratiques avec une élection présidentielle le 23 Novembre et un deuxième tour présidentiel potentiel en Décembre. Ces élections ont eu lieu dans le contexte d'une nouvelle constitution approuvée en Janvier 2014, la création d'une administration indépendante pour les élections et la ratification d'une loi électorale sans exclusions, tous des facteurs qui indiquent l'engagement pour le pluralisme et le respect des droits de l'homme.

Mr Mark Green, président d'IRI, et ancien ambassadeur et membre du Congrès Américain a déclaré « ces élections étaient une étape importante pour la transition démocratique en Tunisie, cette transition qui continue à faire face à de nombreux défis si la Tunisie veut répondre aux attentes de tous ceux qui sont descendus dans la rue en 2011 pour demander de se faire entendre par leur gouvernement et plus de liberté dans leur vie quotidienne. »

IRI a atteint son propre jalon le 26 Octobre en observant ses 200ème et 201ème élections avec des délégations aussi bien en Ukraine qu'en Tunisie. L'Institut à but non lucratif a aussi révélé son *Election Snapshot / Aperçu des Elections*, qui donne aux citoyens et médias une référence facile à utiliser sur comment la Tunisie s'est comporté dans un certain nombre de catégories telles que :

- Lois électorales, directives et processus
- Environnement électoral
- Intégrité électoral
- Responsabilisation des électeurs
- Le droit de faire campagne
- Participation des femmes et des jeunes
- Liberté de participer
- Logistiques des élections
- Processus de dépouillement et comptage/tabulation

L'Aperçu utilise des indicateurs clés basés sur des normes internationales pour la tenue d'élections démocratiques ouvertes et transparentes et donner des valeurs de base aux indicateurs sur la base des observations des observateurs IRI.

Analyse d'un Aperçu/ Instantané des Elections par l'IRI

Intégrité électoral et logistique des élections

IRI félicite [l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections](#) et les Instances Régionales Indépendantes pour les Elections (IRIE) pour avoir géré un processus crédible qui était bien organisé et ordonné, et qui a permis aux électeurs d'exprimer leur volonté aux urnes de manière privée et sans entraves. Les employées de l'ISIE et des IRIE semblaient bien informés des procédures électorales et avaient été formés avant le jour des élections.

Les observateurs indépendants et des partis politiques ont un accès complet au processus, y compris le dépouillement et comptage donnant ainsi une impression générale de transparence des élections.

Bien que les observateurs d'IRI aient souvent vu du personnel sécuritaire à l'intérieur des centres de vote, ce qui est en soi une violation de la loi électorale, la présence des forces de sécurité ne semblait pas s'ingérer dans le processus de vote ou sembler menaçante.

IRI a noté divers domaines où les prochaines élections pourraient être renforcées. Bien qu'il y ait eu des améliorations depuis les élections de 2011 pour l'Assemblée Nationale Constituante (ANC), l'émission tardive des procédures électorales a conduit à un retard dans la formation du personnel électoral.

Une meilleure transparence

Les prochaines élections pourraient être renforcées par la publication en temps voulu des règles et procédures électorales. Les efforts d'observation de l'IRI durant la période d'inscription des électeurs et la période pré-électorale ont aussi noté que des efforts de communication publique plus proactive de la part de l'ISIE auraient conduit à plus de transparence dans ses décisions et auraient amélioré la sensibilisation des parties prenantes électores des procédures électorales.

Une meilleure efficacité

Un processus clé d'amélioration que l'IRI encourage l'ISIE à faire avant les élections présidentielles est une distribution plus équitable des électeurs inscrits dans les centres de vote. La répartition des électeurs dans les bureaux de vote dans un centre selon une liste séquentielle de numéros de carte d'identité nationale sur le registre des électeurs, que cela ait été voulu ou non, a eu pour effet de séparer les électeurs âgés qui ont des numéros de CIN plus bas, des jeunes électeurs.

En clair, ceci a mené à des files d'attente plus longues pour les bureaux ayant les numéros les plus bas, et moins d'électeurs dans les bureaux aux numéros élevés. Ceci a non seulement prolongé les délais d'attente pour certains électeurs mais a aussi créé plus de charge de travail pour certains membres des bureaux de vote. Les prochaines élections se passeront plus facilement et la charge sur les membres du bureau de vote sera réduite si les bureaux de vote sont repartis d'une manière différente, telle que par nom de famille, par une répartition aléatoire des numéros de CIN ou par adresse de domicile.

Dépouillement et Comptage

Bien que le comptage et la tabulation des votes aient été faits selon des procédures électorales préétablies, l'efficacité et l'ordre des prochaines élections seraient renforcées avec des formations supplémentaires des membres de bureau. Une plus grande adhésion aux règles électorales pour s'assurer de la non-ingérence dans le processus de comptage est aussi nécessaire pour les observateurs indépendants et des partis politiques.

En faisant ces changements, et les changements de la répartition des électeurs inscrits au sein des centres de vote ceci permettrait de distribuer la charge de travail de manière plus équitable entre les membres du bureau et réduirait leur fatigue à la fin de la journée.

Responsabilisation des électeurs et participation

L'augmentation des taux de participation des électeurs en comparaison avec les élections de 2011 pour l'ANC de 51 à presque 60 pourcent, suggère que les tunisiens sont impliqués dans leurs transition démocratique et enthousiastes pour les nouvelles libertés. Cependant, le taux de participation pour les élections du 26 Octobre représente à peine plus de la moitié des électeurs inscrits, suggérant qu'il y a encore du travail à faire pour créer un électorat plus inclusif et pleinement participatif. Des observations suggèrent que les jeunes électeurs ne sont peut-être pas venus en nombres aussi importants que les électeurs plus âgés. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'il faut mettre plus l'accent sur l'engagement civique des jeunes tunisiens si le pays souhaite atteindre tout son potentiel démocratique.

Rôle de la société civile

Beaucoup de gens croient que mener des élections réussies consiste simplement à ce que les citoyens votent et les votes soient comptés. Cependant, les élections sont incarnées par de nombreux citoyens dans le gouvernement et dans la société civile. Le rôle de la société civile tunisienne est spécialement important dans des élections où se présentent plus de 1300 de listes de candidats et partis politiques surtout que ce ne sont que les deuxièmes élections démocratiques en Tunisie depuis la révolution de 2011.

La large présence d'observateurs indépendants représentant la société civile a contribué à la transparence des élections. Ils ont aussi aidé à informer les électeurs, à

rendre les partis politiques et les listes candidates redevables de leurs promesses électorales, a sensibilisé sur les violations des règles de campagne, et a renforcé le processus global.

Le droit de faire campagne

Bien que les campagnes politiques se soient intensifiées au cours de la période de 21 jours de campagne, les partis politiques et les candidats semblaient peiner à définir des plateformes claires basées sur des politiques. Ceci était dû en partie au grand nombre de partis politiques et listes candidates, mais aussi dû au calendrier de campagne très restrictif qui a rendu difficile pour les électeurs de distinguer entre les différents concurrents politiques.

Les observateurs à long terme d'IRI ont révélé que plusieurs partis ont entrepris des activités quasi-de campagne avant le démarrage de la période de campagne officielle et que cette pratique était fréquente sans discrimination envers un parti ou un groupe spécifique. Le relâchement des règles de campagne pour les prochaines élections pourrait donner aux électeurs tunisiens plus d'occasion pour faire un choix informé et pourrait aussi faciliter la tâche des instances électorales qui doivent gérer des règles inutilement compliquées sur les activités de campagne.

Financement de Campagne

IRI a entendu un certain nombre d'accusations sur le financement de campagne illicite pendant la période préélectorale. Dans les prochaines élections, une plus grande clarté de la part des autorités électorales sur l'utilisation des fonds de campagne et un reporting plus réaliste et des règles de dépenses qui produirait un environnement de campagne plus vivant avec plus de clarté et une meilleure application des règles de finance de campagne.

L'Avenir

Les leaders tunisiens ont besoin de travailler dur pour faire face aux attentes du public en termes de liberté, prospérité et stabilité. Le premier ministre tunisien Mr Mehdi Joumaa a récemment déclaré à IRI, la Tunisie doit transformer le texte ampoulé de la constitution en comportement si elle veut avancer sa démocratie.

Les tunisiens ont dit à leurs leaders politiques qu'ils attendent d'eux de travailler ensemble pour atteindre une transition démocratique réussie et mener à la stabilité politique et les réformes économiques nécessaires. Ceci était l'espoir des militants démocratiques qui sont descendus dans la rue en 2011, mais leurs rêves ne seront pas réalisés sans la coopération de toutes les parties prenantes politiques.

Background

La délégation internationale d'IRI composée de 43 observateurs a observé le vote et le comptage dans plus de 200 bureaux de vote à travers le pays. En plus de l'observation des élections en Tunisie, IRI avait des équipes en Belgique, France et aux Etats Unis en raison du système électoral spécial qui permet aux citoyens tunisiens résidents à l'étranger d'avoir des représentants au parlement tunisien.

En outre, les [observateurs à long terme de l'RI](#) on observe le processus d'inscription des électeurs, les préparations préélectorales et la période de la campagne électorale afin d'avoir une perspective complète des élections du 26 Octobre.

La délégation d'IRI était conduit par Mr Andrew S. Natsios, ancien administrateur de [l'U.S. Agency for International Development](#) et actuellement professeur exécutif et

directeur du Scowcroft Institute of International Affairs de la [Bush School of Government and Public Service](#) à la Texas A&M University. Mr Natsios a été rejoint dans la délégation par l'Ambassadeur [Mark Green](#), président d'IRI, ancien ambassadeur américain en Tanzanie et ancien membre du Congrès Américain représentant le 8ème District du Wisconsin.

Les autres délégués étaient :

- [Rep. Tom Petri](#), membre de la Chambre des Représentants, représentant le 6ème District du Wisconsin;
- Tami Longaberger, Directeur Général de Longaberger Company, présidente de [Arab Women's Leadership Institute's](#) Board of Directors and a member of IRI's Board of Directors;
- [Max Boot](#), the Jeane J. Kirkpatrick chercheur principal pour les études nationales sur la sécurité au Conseil sur les relations Etrangères;
- Scott Carpenter, sous-directeur de [Google Ideas](#);
- Bruce Chapman, président du conseil du Discovery Institute;
- Barbara Haig, député du président pour la politique et la stratégie du [National Endowment for Democracy](#);
- Amy Hawthorne, associe principal de recherche au [Rafik Hariri Center for the Middle East du Conseil de l'Atlantique](#) ; et
- Pierre Prévôt-Leygonie, consultant en stratégie et communication de champagne, ancien Directeur du Financement et de la communication pour *Mobilisation Directe* en France.

[Judy Van Rest](#), vice-président exécutive d'IRI et [Scott Mastic](#), directeur de programme de IRI Middle East and North Africa ont aussi aidé à la mission.

Avant les élections, les délégués ont été informés par des représentants des partis et des cadres des élections tunisiens. Ils ont aussi été informés sur les droits et les responsabilités des observateurs internationaux et la loi électorale tunisienne. Les délégués ont été déployés dans tout le pays, où ils ont observés dans les bureaux de vote pour identifier et évaluer les points forts et les faiblesses du système électoral tunisien, y compris la réglementation de campagne, le processus de vote, le comptage et rapports de vote.

En plus, des observations de sa délégation internationale, les observateurs à long-terme d'IRI ont émis des rapports qui sont disponibles sur le lien [Tunisia Elections Dispatch No. 1: Voter Registration](#), [Tunisia Elections Dispatch No. 2: Voter Registration](#) et [Tunisia Elections Dispatch No. 3: Pre-Election Period](#).

Du 9 au 12 Septembre, une mission d'évaluation pré-élections conjointe IRI-[National Democratic Institute a déclaré](#) que la Tunisie était résolument sur un chemin démocratique, mais avait prévenu que pour maintenir la confiance publique, elle devait s'assurer que les élections parlementaires et présidentielles sont libres de toutes ingérence et manipulation partisane. Le rapport complet est disponible en [Anglais](#), [Arabe](#) et [Français](#).

IRI applique la [Déclaration de principes pour l'observation internationale d'élections et le Code de conduite des observateurs électoraux internationaux](#), et depuis 1983, à travers des missions internationales d'observation et évaluation d'élections a observé 201 élections dans 56 pays.